

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

CREDIT AGRICOLE S.A.

Société anonyme au capital de 9 077 707 050 €
Siège social : 12, Place des États-Unis – 92127 MONTROUGE Cedex
784 608 416 RCS NANTERRE

AVIS DE CONVOCATION

Mmes et MM. les actionnaires de Crédit Agricole S.A. et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" sont informés qu'ils seront réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire le mercredi 20 mai 2026 à 10h au Palais des Congrès et des Expositions de la Baie de Saint-Brieuc, à SAINT-BRIEUC (22000), Rue Pierre de Coubertin.

Pour des raisons de sécurité et afin de faciliter l'accueil, nous invitons nos actionnaires à se présenter à partir de 8h30, munis d'une pièce d'identité.

L'ordre du jour et le texte des résolutions publiés dans l'avis de réunion paru au Bulletin des Annonces légales obligatoires n°34 du 20 mars 2026 ont été complétés d'un projet de résolution déposé par un actionnaire. L'Assemblée générale aura donc pour effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR**COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2025 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025 de Crédit Agricole S.A ;
3. Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2025 du Groupe Crédit Agricole;
4. Affectation du résultat de l'exercice 2025, fixation et mise en paiement du dividende ;
5. Approbation du Pacte d'actionnaires de la société Bforbank signé entre la Société, et SACAM Avenir ;
6. Approbation du Pacte d'actionnaires de la société CA Santé et Territoires signé entre la Société et SACAM SANTE ET TERRITOIRES ;
7. Approbation de l'avenant n° 2 au Pacte d'associés de la société CAGIP signé entre la Société, la FNCA, CATS, CAAS, CA Consumer Finance, CACIB, CAGS, CAPS et LCL ;
8. Approbation de la convention d'intégration fiscale signée entre la Société et les Caisses régionales de Crédit Agricole ;
9. Approbation des conventions d'intégration fiscale signées entre la Société et SACAM Mutualisation, SAS Rue la Boétie, SAS Ségur, SAS Miromesnil, SACAM Avenir, SACAM Développement, SACAM International, SACAM Participations, SACAM Fia-Net Europe, SACAM Fireca, SACAM Immobilier, SACAM Machinisme, SACAM Assurance Caution, SARL Adicam, SAS Crédit Agricole Logement et Territoires ;
10. Approbation des conventions de Groupe de TVA signées entre la Société et les sociétés concernées du Groupe ;
11. Approbation de la lettre de souscription d'actions Worldline et de son avenant signés entre la Société, Worldline et Delfinances ;

12. Approbation du Pacte d'associés de la société CA-Immobilier signé entre la Société et SACAM Immobilier ;
13. Nomination de M. Marc DIDIER en qualité d'administrateur en remplacement de M. Jean-Pierre GAILLARD ;
14. Nomination de M. Richard LABORIE en qualité d'administrateur en remplacement de Mme Nicole GOURMELON ;
15. Renouvellement du mandat de Mme Agnès AUDIER, administratrice ;
16. Renouvellement du mandat de Mme Sonia BONNET-BERNARD, administratrice ;
17. Renouvellement du mandat de Mme Marie-Claire DAVEU, administratrice ;
18. Renouvellement du mandat de Mme Alessia MOSCA, administratrice ;
19. Renouvellement du mandat de Mme Gaëlle REGNARD, administratrice ;
20. Renouvellement du mandat de Mme Carol SIROU, administratrice ;
21. Renouvellement du mandat de M. Pascal LHEUREUX, administrateur ;
22. Renouvellement du mandat de M. Eric VIAL, administrateur ;
23. Ratification de la cooptation de M. Franck ALEXANDRE en qualité d'administrateur, qui a remplacé M. Dominique LEFEBVRE à compter du 1^{er} janvier 2026 ;
24. Approbation de la politique de rémunération de M. Eric VIAL, Président du Conseil d'administration ;
25. Approbation de la politique de rémunération de M. Olivier GAVALDA, Directeur général ;
26. Approbation de la politique de rémunération de M. Jérôme GRIVET, Directeur général délégué ;
27. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs ;
28. Approbation des éléments composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Dominique LEFEBVRE, Président du Conseil d'administration ;
29. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Philippe BRASSAC, Directeur général pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 jusqu'à l'issue de l'assemblée générale du 14 mai 2025 ;
30. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Olivier GAVALDA, Directeur général à compter du 14 mai 2025 à l'issue de l'assemblée générale ;
31. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Olivier GAVALDA, Directeur général délégué pour la période allant du 1^{er} janvier 2025 jusqu'à l'issue de l'assemblée générale du 14 mai 2025 ;

- 32. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Jérôme GRIVET, Directeur général délégué ;
- 33. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice à M. Xavier MUSCA, Directeur général délégué pour la période allant du 1er janvier 2025 jusqu'à l'issue de l'assemblée générale du 14 mai 2025 ;
- 34. Approbation du rapport sur les rémunérations ;
- 35. Avis sur l'enveloppe globale des rémunérations versées, durant l'exercice écoulé, aux catégories de personnel dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ou du groupe, visées à l'article L.511-71 du Code monétaire et financier ;
- 36. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet d'acheter ou de faire acheter les actions de la Société ;

ORDRE DU JOUR

COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- 37. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
- 38. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public autres que celles visées à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier ;
- 39. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public visées à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier (cas général) ;
- 40. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offres au public visées à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier (dans le cadre d'une émission d'obligations ou autres titres de créance ayant le caractère de fonds propres prudentiels autrement désignés sous le terme d'instruments de capital contingent ou « cocos ») ;
- 41. Possibilité d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et

constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, hors offre publique d'échange ;

- 42. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée à une ou plusieurs personnes nommément désignées ;
- 43. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le montant de l'émission initiale, en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription ;
- 44. Limitation globale des autorisations d'émission avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription ;
- 45. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou toutes autres sommes ;
- 46. Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés des sociétés du groupe Crédit Agricole adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- 47. Délégation de compétence au Conseil d'administration pour augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription, par émission d'actions ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société ou d'une autre société, réservée à une catégorie de bénéficiaires, dans le cadre d'une opération d'actionnariat salarié ;
- 48. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital social par voie d'annulation d'actions ;
- 49. Autorisation à donner au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions de performance, existantes ou à émettre, au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du groupe ou de certains d'entre eux ;
- 50. Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Résolution A présentée en application des dispositions de l'article L.225-105 du Code de commerce (non agréée par le Conseil d'administration) :

- A. Principes d'accessibilité et d'équité des augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe Crédit Agricole



Modification apportée à l'avis préalable de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires n°34 du 20 mars 2026.

L'ordre du jour de l'Assemblée générale et le texte des projets de résolutions publiés dans l'avis préalable de réunion susvisé ont été complétés par un projet de résolution dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale extraordinaire a été requise, en application de l'article L.225-105 du Code de commerce, par un actionnaire représentant la quotité de capital social requise.

Ce projet de résolution, non agréé par le conseil d'administration, est identifié sous l'intitulé : Résolution A présentée en application des dispositions de l'article L.225-105 du Code de commerce (non agréée par le Conseil d'administration) – Principes d'accessibilité et d'équité des augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe Crédit Agricole.

Les termes de ce projet de résolution sont les suivants :

« Résolution n° A (Principes d'accessibilité et d'équité des augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe Crédit Agricole) – L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-6, L. 225-138-1, L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- Décide que, dans le cadre des augmentations de capital réservées aux salariés du Groupe Crédit Agricole, les conditions de souscription doivent être définies de manière à garantir :
 - une accessibilité effective au plus grand nombre de salariés,
 - et une équité réelle entre les différentes catégories de personnel,en cohérence avec les valeurs mutualistes et coopératives du Groupe, fondées notamment sur la redistribution de la valeur créée.
- Décide que, sauf circonstances particulières dûment motivées par le Conseil d'administration, le niveau de décote applicable aux actions proposées dans le cadre des augmentations de capital réservées aux salariés sera fixé à un niveau cible de 30 % pour les formules assorties d'une période d'indisponibilité de cinq (5) ans, afin de favoriser une participation plus large, notamment des salariés disposant d'une capacité d'investissement plus limitée.
- Précise que le Conseil d'administration conserve la faculté d'adapter ce niveau de décote, sous réserve :
 - d'en motiver explicitement les raisons,
 - et de démontrer en quoi les conditions retenues permettent de garantir une accessibilité effective et équitable du dispositif.
- Demande que le Conseil d'administration présente annuellement à l'Assemblée Générale une analyse agrégée et anonymisée du profil des souscripteurs permettant notamment d'identifier les catégories de salariés participantes, celles restant en retrait et les éventuels freins à l'accès au dispositif. Cette analyse devra permettre d'évaluer si les conditions d'accès aux augmentations de capital permettent effectivement de répondre à l'objectif d'équité et de diffusion large de l'actionnariat salarié. »

Conformément à l'article R.225-71 du Code de commerce, l'examen par l'Assemblée générale extraordinaire de ce projet de résolution sera subordonné à la transmission, par l'auteur de la demande, de l'attestation d'inscription des titres en compte au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris.

Il est en outre rappelé que l'exposé des motifs de ce projet de résolution, l'adresse de l'auteur de ce dernier, ainsi que les raisons pour lesquelles ce projet n'a pas été agréé par le conseil d'administration de la Société, figurent dans l'addendum à la brochure de convocation disponible sur le site internet de la Société (<https://www.credit-agricole.com/finance/actionnaires-individuels/assemblees-generales>).

Hormis la résolution A susvisée, l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions de cette Assemblée générale ordinaire et extraordinaire demeurent tels que publiés au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 20 mars 2026 – Bulletin n°34.

MODALITÉS DE PARTICIPATION OU DE REPRÉSENTATION A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

A. Participation à l'Assemblée

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut prendre part à l'Assemblée.

Les actionnaires pourront participer à l'Assemblée :

- soit en y assistant personnellement,
- soit en votant par correspondance,
- soit en se faisant représenter en donnant pouvoir au Président, à leur conjoint ou partenaire avec lequel a été conclu un pacte civil de solidarité, à un autre actionnaire, ou à toute autre personne (physique ou morale) de leur choix dans les conditions prescrites à l'article L.225-106 du Code de commerce ou encore sans indication de mandataire. Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Tout porteur de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" peut également assister personnellement à cette Assemblée ou s'y faire représenter par un autre porteur de parts ou donner pouvoir au Président du Conseil de surveillance, ou voter à distance.

A l'exception des accompagnants des actionnaires en situation de handicap, seuls les actionnaires ou leurs mandataires, ainsi que les personnes expressément invitées par la Société à l'Assemblée générale, seront autorisés à accéder à l'Assemblée générale.

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, il est précisé que l'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission à l'Assemblée, éventuellement accompagnés d'une attestation de participation, ne peut plus choisir un autre mode de participation.

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, seuls seront admis à assister à cette Assemblée, à voter à distance ou à s'y faire représenter, les actionnaires et porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" qui auront au préalable justifié de cette qualité par l'inscription en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit régulièrement pour leur compte, au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, sous réserve :

- Pour les titulaires d'actions nominatives et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique", de l'inscription comptable sur les registres de la société cinq (5) jours ouvrés à zéro heure, heure de Paris, avant l'Assemblée. Ils n'auront aucune formalité de dépôt à remplir et seront admis sur simple justification de leur identité et présentation de leur carte d'admission. Cette dernière leur sera directement adressée dès lors qu'ils auront annoncé leur présence en retournant le formulaire unique reçu avec un avis de convocation s'ils sont titulaires des titres depuis au moins un mois ; Ils pourront également voter à distance ou se faire représenter à l'Assemblée en adressant à Uptevia le formulaire de vote à distance ou de procuration. La qualité d'actionnaire sera justifiée par l'inscription comptable sur les registres de la société cinq (5) jours ouvrés à zéro heure, heure de Paris, avant l'Assemblée.
- Pour les titulaires d'actions au porteur, de demander à leur intermédiaire habilité de leur faire établir une carte d'admission s'ils souhaitent assister à l'Assemblée. Ils pourront également solliciter de cet intermédiaire un formulaire unique leur permettant de voter à distance ou de se faire représenter à l'Assemblée. La qualité d'actionnaire, démontrée par l'inscription régulière en compte des titres à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte, cinq (5) jours ouvrés à zéro heure, heure de Paris, avant l'Assemblée, sera directement justifiée à Uptevia par l'intermédiaire habilité qui lui communiquera l'attestation de participation en annexe au formulaire de vote à distance ou de procuration ou à la demande de carte d'admission. Toutefois, si un actionnaire n'a pas reçu sa carte d'admission, il pourra demander, dans les délais légaux, à son intermédiaire habilité de lui délivrer une attestation de participation. Toutefois, à compter du 13 mai 2026, les actionnaires au porteur qui souhaitent assister à l'Assemblée générale devront se présenter le jour de l'Assemblée avec une pièce d'identité et une attestation de participation datée entre le 13 mai 2026 et le 20 mai 2026, délivrée par leur intermédiaire financier et justifiant de leur qualité d'actionnaire cinq (5) jours ouvrés précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris.

L'Assemblée générale étant fixée au mercredi 20 mai 2026, la date limite que constitue le cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, sera le mercredi 13 mai 2026 à zéro heure (heure de Paris).

Tous les actionnaires, notamment les titulaires d'actions au porteur, peuvent également obtenir ce formulaire unique leur permettant de voter à distance ou de se faire représenter à l'Assemblée en adressant leur demande, par écrit, à l'adresse suivante : Uptevia, Service Assemblées Générales, Cœur Défense, 90-110 Esplanade du Général de Gaulle, 92931 Paris la Défense Cedex. Il sera fait droit à toute demande déposée ou reçue au plus tard le jeudi 14 mai 2026.

Les votes à distance et les procurations ne seront pris en compte que pour les formulaires, dûment remplis, parvenus à Uptevia, à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard le dimanche 17 mai 2026.

Conformément aux dispositions des articles R.225-79 et R.22-10-24 du Code de commerce, la procuration donnée par un actionnaire pour se faire représenter est signée par celui-ci, le cas échéant par un procédé de signature électronique conformément aux statuts de la Société et indique ses nom, prénom usuel et domicile. Le mandat donné pour l'Assemblée vaut pour les éventuelles assemblées successives qui seraient convoquées avec le même ordre du jour et est révocable dans les mêmes formes que celles requises pour la désignation du mandataire.

La notification à la Société de la désignation d'un mandataire peut s'effectuer par voie électronique via le site Internet dédié à l'Assemblée dont les modalités d'utilisation sont décrites au point **C "Vote par Internet"**.

Nous attirons l'attention des actionnaires de Crédit Agricole S.A. et des porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" sur le fait qu'aucun nouveau mandat ne sera accepté le jour de l'Assemblée.

Le jour de l'Assemblée générale, tout actionnaire, mandataire, ou porteur de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique", accompagnant d'un actionnaire en situation de handicap ou invité devra justifier de sa qualité et de son identité lors des formalités d'enregistrement. Afin de permettre le bon déroulement des opérations de décompte des voix et la fixation du quorum, l'émargement sera clos dès le début de la séance des questions/réponses, et au plus tard à 11h30.

B. Dépôt de questions écrites – Questions en direct

1) Dépôt de questions écrites

Conformément à l'article R.225-84 du Code de commerce, l'actionnaire qui souhaite poser des questions écrites peut, jusqu'au quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée au plus tard, soit le mercredi 13 mai 2026, à minuit, heure de Paris, adresser ses questions par lettre recommandée avec accusé de réception, au siège social de Crédit Agricole S.A., à l'attention du Président du Conseil d'Administration ou à l'adresse électronique suivante : assemblee.generale@credit-agricole-sa.fr, accompagnée, pour les détenteurs d'actions au porteur, d'une attestation d'inscription en compte d'actionnaire.

Il est précisé que les réponses aux questions écrites pourront être publiées directement sur le site Internet de la Société, à l'adresse suivante <https://www.credit-agricole.com/finance/actionnaires-individuels/assemblees-generales/2026-saint-brieuc>

2) Retransmission de l'Assemblée générale et questions des actionnaires en séance

Conformément aux articles L.22-10-38-1 et R.22-10-29-1 du Code de commerce, à moins que des raisons techniques rendent impossible ou perturbent gravement la retransmission de l'Assemblée, cette dernière fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct.

Tout actionnaire aura en outre la faculté de poser, par écrit, une ou plusieurs questions auxquelles il sera répondu lors de l'Assemblée générale, dans les conditions décrites ci-dessous.

Modalités de connexion

Les actionnaires souhaitant poser une question devront consulter la page dédiée à l'adresse suivante <https://www.credit-agricole.com/finance/actionnaires-individuels/assemblees-generales/2026-saint-brieuc> où ils retrouveront le lien de connexion au « chat » (discussion en ligne) et le formulaire de connexion. Ils devront y renseigner leur civilité, nom, prénom, adresse e-mail et attester sur l'honneur être actionnaire de Crédit Agricole S.A.

Le « chat » sera ouvert à compter du 20 mai 2026 à 10h et fermé à l'issue de la séance des questions-réponses lors de l'Assemblée générale. Seules seront prises en compte les questions transmises selon ces modalités, durant le délai imparti.

Modération et modalités de prise en compte des questions

Crédit Agricole S.A. fera tout son possible pour traiter toute question qui lui sera adressée dans ce cadre. Les questions posées dans le « chat » en séance pourront cependant faire l'objet de modération en vue d'éviter tout incident de séance, le cas échéant. Les actionnaires sont ainsi invités à prendre en compte les règles suivantes :

- il ne sera répondu qu'aux questions en rapport avec l'ordre du jour de l'Assemblée générale ;

- il ne sera pas répondu à toute question portant sur un cas personnel, une orientation client ou des problématiques commerciales pour lesquels nous vous invitons à contacter le service "Relations client" de votre établissement ;
- il ne sera pas répondu à tout commentaire ou question relatant des propos injurieux ou diffamants ;
- il ne pourra pas être répondu à toute question dont le sens ne serait pas suffisamment compréhensible ou intelligible. Il revient ainsi à l'actionnaire de s'assurer du sens et de la clarté de sa question.

Il sera répondu en séance au plus grand nombre de questions après éventuel regroupement de celles-ci par thème.

C. Vote par Internet

Pour favoriser la participation à cette Assemblée, les actionnaires et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" ont également la possibilité de transmettre leurs instructions de vote, désigner ou révoquer un mandataire, par Internet, préalablement à l'Assemblée générale sur le site VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

1) Pour les actionnaires au nominatif pur :

Les titulaires d'actions au nominatif pur qui souhaitent voter par internet, demander une carte d'admission, désigner ou révoquer un mandataire en ligne, avant l'Assemblée, devront, pour accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée, se connecter à l'Espace Actionnaire dont l'adresse est : <https://www.credit-agricole-sa.uptevia.com>, renseigner ses identifiants de connexion habituels et suivre les indications données à l'écran.

Les titulaires d'actions au nominatif pur doivent prendre en compte le fait que certaines informations nécessaires à la connexion pourront leur être transmises par voie postale.

Après s'être connectés à l'Espace Actionnaire, les titulaires d'actions au nominatif pur devront cliquer sur le module « Voter en ligne », puis cliquer sur le bouton « Accéder à Votaccess » pour être automatiquement dirigés vers la plateforme VOTACCESS, puis voter, demander une carte d'admission, désigner ou révoquer un mandataire.

2) Pour les actionnaires au nominatif administré et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" :

Les actionnaires au nominatif administré et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" qui souhaitent voter par internet, demander une carte d'admission, désigner ou révoquer un mandataire en ligne, avant l'Assemblée, devront, pour accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée, se connecter au site internet www.voteag.com, renseigner les codes temporaires qui se trouvent en haut à droite du formulaire de vote papier qui leur a été adressé ou sur la convocation électronique et suivre les indications données à l'écran.

Les actionnaires au nominatif administré et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" doivent prendre en compte le fait que certaines informations nécessaires à la connexion pourront leur être transmises par voie postale.

Après s'être connectés, les actionnaires au nominatif administré et les porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" devront cliquer sur le bouton « Accéder à Votaccess » pour être automatiquement dirigés vers la plateforme VOTACCESS, puis voter, demander une carte d'admission, désigner ou révoquer un mandataire.

3) Actionnaires au porteur :

Il appartient aux titulaires d'actions au porteur de se renseigner auprès de leur établissement teneur de compte pour savoir si celui-ci est connecté ou non au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS et, le cas échéant, si cet accès est soumis à des conditions d'utilisation particulières.

Il est précisé que seuls les actionnaires au porteur dont l'établissement teneur de compte a adhéré au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS pourront voter en ligne.

Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire est connecté au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions Crédit Agricole S.A. et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site dédié sécurisé de l'Assemblée VOTACCESS.

4) Informations générales relatives au vote par Internet :

Le site sécurisé dédié au vote préalable à l'Assemblée (VOTACCESS) sera ouvert à partir du mercredi 29 avril 2026 – 12 heures.

La possibilité de voter ou de donner une procuration, par Internet, préalablement à l'Assemblée générale, prendra fin la veille de la réunion, soit le mardi 19 mai 2026, à 15 heures, heure de Paris. Il est toutefois recommandé aux actionnaires de ne pas attendre cette date ultime pour se connecter au site afin de tenir compte des éventuels délais dans la réception des informations nécessaires à leur connexion.

Nous attirons l'attention des actionnaires de Crédit Agricole S.A. et des porteurs de parts du FCPE "Crédit Agricole Classique" sur le fait qu'aucun nouveau mandat ne sera accepté le jour de l'Assemblée.

D. Droit de communication des actionnaires

Tous les documents et toutes les informations prévus aux articles R.22-10-23, L225-115, R225-81 et R.225-83 du Code de commerce peuvent être consultés sur le site Internet de la Société : <https://www.credit-agricole.com/finance/actionnaires-individuels/assemblees-generales/2026-saint-brieuc>.

Le Conseil d'administration